

**BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

**NATIONALE BANK VAN BELGIE**

**Annexe 3 au procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2014**  
**Exposé introductif par le Vice-Gouverneur**

**Bijlage 3 bij de notulen van de gewone algemene vergadering van 26 mei 2014**  
**Inleidende uiteenzetting door de Vicegouverneur**

## Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 mai 2014

### EXPOSE INTRODUCTIF PAR LE VICE-GOUVERNEUR

Mesdames, Messieurs,

Au nom du Comité de direction, je vous souhaite la bienvenue à cette assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque nationale de Belgique.

Comme nous le faisons habituellement, je voudrais introduire cette assemblée en évoquant brièvement quelques-uns des changements importants que la Banque a connus en 2013, tant dans ses tâches que dans son environnement direct.

En matière prudentielle, l'année sous revue s'est inscrite dans le droit fil de l'évolution que nous connaissons depuis 2011, avec d'importants changements en matière d'architecture du contrôle et la montée en puissance dans ce domaine de la Banque centrale européenne. Cette fois, nous sommes passés si je puis dire à la vitesse supérieure, avec la décision des autorités européennes de lancer, en novembre 2014, le mécanisme de supervision unique dont la Banque centrale européenne sera le cœur. Cette appellation de mécanisme de supervision unique ne doit pourtant pas faire penser que les contrôleurs nationaux, et en particulier les banques centrales nationales n'auront à l'avenir plus aucune part dans cette activité. En effet, non seulement les banques moins significatives, tout comme d'ailleurs les compagnies d'assurance, continueront à être contrôlées par les autorités nationales, mais celles-ci seront également associées de près à la supervision des grandes banques ayant leur siège ou des filiales importantes sur leur territoire.

En outre, pour que le mécanisme de supervision unique soit crédible d'entrée de jeu, il faut que toutes les banques qui seront contrôlées par la Banque centrale européenne soient solides. Aussi font-elles en ce moment l'objet d'un contrôle préalable par les contrôleurs nationaux. La BCE veille à ce que cette démarche se déroule de manière cohérente et selon les mêmes critères dans tous les pays. Pour commencer, il s'agit de procéder à une évaluation de la qualité des actifs des banques concernées. Les actifs de chaque banque sont ainsi passés au crible et certains portefeuilles sont évalués de façon très détaillée de manière à s'assurer que les pratiques comptables sont respectées et que les actifs correctement valorisés. Ensuite, la résistance de chaque banque à d'éventuelles circonstances adverses sera testée. A cet effet, les banques qui seront surveillées par la BCE devront simuler l'effet sur leur bilan de chocs macroéconomiques sévères. Tout cela occupe et occupera encore beaucoup la Banque d'ici à l'entrée en vigueur du mécanisme de supervision unique, le 4 novembre prochain.

Parallèlement, la Banque a continué à améliorer sa méthodologie de contrôle en l'adaptant à celle qui est préconisée dans le cadre du mécanisme de supervision unique. En matière de pratiques de contrôle, elle a aussi accordé une importance particulière à la protection contre les risques informatiques.

Dans le domaine du contrôle des entreprises d'assurance et de réassurance, l'agenda a été largement dominé par la préparation de l'entrée en vigueur de la directive européenne dite « Solvabilité II », qui vise à favoriser une mesure plus exacte et une meilleure gestion des risques dans ces entreprises et à mieux adapter les exigences de solvabilité aux risques encourus.

De tous ces défis et de ce que la Banque fait pour y répondre, le rapport d'entreprise vous informe en détail.

Je me dois cependant d'évoquer également différentes lois toutes récentes puisqu'elles portent la date du 25 avril 2014. Ces lois étaient encore à l'état de projets lors de l'établissement du rapport d'entreprise. Elles portent entre autres sur la problématique des plans de redressement et de

résolution des banques. Elles créent au sein de la Banque nationale un nouvel organe, le Collège de résolution, qui se voit attribuer le rôle d'autorité de résolution belge. Ce collège réunira des représentants de la Banque et d'autres autorités nationales. Il lui reviendra, en cas de défaillance d'une institution de crédit, de mettre en œuvre le plan de résolution qui aura dû être établi pour chaque banque. La loi met aussi en place les instruments que le Collège de résolution pourra actionner, en conformité avec la récente directive européenne qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des banques. Une autre de ces lois vise à mettre en œuvre dans notre pays les recommandations du Comité européen du risque systémique relatives à la surveillance macroprudentielle. Dans ce contexte, c'est la Banque qui est désignée comme l'Autorité macroprudentielle. Comme telle, elle est désormais chargée d'identifier les risques susceptibles de mettre en danger la stabilité du système financier dans son ensemble et d'agir contre ces risques.

La position de la Banque au centre du dispositif de surveillance du secteur financier se trouve ainsi encore renforcée, et la Banque développe en parallèle ses capacités d'analyse en la matière.

Il faut souligner ici que, pour importante qu'elle soit parmi nos missions, l'activité prudentielle n'est évidemment pas la seule. La politique monétaire a continué à s'exercer en 2013 dans un contexte perturbé, mobilisant aussi d'importantes capacités de recherche et d'analyse.

La Banque, qui collecte et traite de nombreuses statistiques économiques, a, durant l'année 2013, préparé l'introduction en Belgique des nouvelles versions de deux systèmes statistiques majeurs : le nouveau système européen de comptabilité nationale SEC 2010 et le nouveau manuel de balance des paiements MBP6.

Si les modifications introduites par le SEC 2010 sont nombreuses et techniques, elles visent à capter des réalités qui ont des conséquences concrètes et quotidiennes pour les agents économiques et les analystes. Elles permettent en particulier de mieux refléter la mondialisation, le développement de l'économie de la connaissance et la financiarisation croissante de l'économie.

Par ailleurs, le département statistique prépare le remplacement dans le courant de cette année de la plateforme statistique BelgoStat par l'application DotStat proposée par l'OCDE et qui, comme telles, facilitera les échanges internationaux.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014, la Banque gère, conformément à la loi, un registre contenant les numéros de comptes bancaires et les types de contrats détenus en Belgique auprès d'institutions financières par les personnes physiques et morales. Ces données peuvent être consultées par l'administration fiscale dans le cas uniquement où celle-ci dispose d'indices de fraude ou dans le cadre du recouvrement de l'impôt. Il a été considéré que la vie privée des personnes figurant dans ces registres serait mieux garantie en confiant ce « Point de contact central » à la Banque nationale, qui a déjà une très longue pratique à cet égard, notamment avec sa centrale des crédits à la consommation. L'Etat assume l'ensemble des coûts du Point de contact central.

En ce qui concerne la production et le traitement des billets de banque, l'année 2013 a vu l'émission de la première coupure de la nouvelle série Europe, à savoir un billet de 5 euros. Notre imprimerie a été fortement sollicitée pour les travaux préparatoires à son impression. En 2014 sera émise la coupure suivante, celle de dix euros, et l'ensemble de la série se complétera ainsi d'année en année.

Consécutivement à la fermeture d'un centre de traitement de la monnaie fiduciaire d'une grande banque dans la métropole, la cessation des activités de notre siège anversoïse annoncée dès 2012 a entraîné la réorganisation du traitement des billets au siège central. Le bâtiment ayant abrité la succursale d'Anvers fait l'objet d'une vente publique; la première séance de celle-ci a d'ailleurs eu lieu la semaine dernière.

Le complexe sportif pour le personnel de la Banque a, lui, été vendu dans le courant de l'année sous revue à la commune de Berchem-Ste-Agathe, où il se trouve.

Parmi les activités de support, l'informatique est sans doute, comme dans toute entreprise moderne, la plus stratégique, compte tenu en particulier de l'évolution de nos missions. C'est ce qui a incité le Comité de direction à faire appel à une expertise externe pour soutenir sa réflexion stratégique dans ce domaine pour les cinq années à venir.

Cette réflexion stratégique ne porte d'ailleurs pas uniquement sur l'informatique. Les évolutions rapides de notre environnement de travail obligent notre entreprise à s'adapter avec autant de réactivité que possible. L'une des questions qui s'y posent avec le plus d'acuité, comme d'ailleurs dans de très nombreuses entreprises de notre pays et ailleurs en Europe est celle de l'évolution démographique, et en particulier du prochain départ à la retraite de la génération dite du *baby-boom*. Il nous faut non seulement définir combien de personnes seront nécessaires à l'accomplissement de quelles missions, mais aussi veiller à préserver l'expertise présente dans notre entreprise. À cette fin, la Banque accorde une importance particulière à l'adaptation de ses processus en matière de ressources humaines. Elle a ainsi mis sur pied une équipe de *HR business partners* qui assureront le relais entre le département des Ressources humaines et les différentes entités administratives de la Banque.

Après avoir ainsi esquissé en quelques traits rapides les principales évolutions dans ce qui a fait et continue de faire l'activité quotidienne de la Banque, je vous propose de passer au deuxième point de l'ordre du jour.

## Gewone algemene vergadering van de aandeelhouders van 26 mei 2014

### INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE VICEGOUVERNEUR

Dames en heren,

Namens het Directiecomité heet ik u van harte welkom op deze gewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Nationale Bank van België.

Zoals gebruikelijk, zou ik bij de aanvang van deze vergadering even willen stilstaan bij enkele belangrijke veranderingen die de Bank in 2013 heeft ondergaan, zowel in haar directe omgeving als wat haar takenpakket betreft.

Op prudentieel vlak sloot het verslagjaar rechtstreeks aan bij het verloop dat werd opgetekend sinds 2011, met ingrijpende wijzigingen inzake de toezichtsarchitectuur en de toenemende rol van de Europese Centrale Bank ter zake. Ditmaal zijn we, als ik het zo mag zeggen, overgeschakeld op een hogere versnelling, gelet op de beslissing van de Europese autoriteiten om in november 2014 het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme op te starten, waarvan de Europese Centrale Bank de spil zal zijn. De benaming 'Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme' impliceert nochtans niet dat de nationale toezichthouders, en inzonderheid de nationale centrale banken, voortaan ter zake geen rol meer te spelen hebben. Zo blijft het toezicht op de minder significante banken, net als op de verzekeringsondernemingen trouwens, onder de nationale autoriteiten ressorteren, en deze laatste blijven ook nauw betrokken bij het toezicht op de grote banken die op hun grondgebied een hoofdzetel of belangrijke dochterondernemingen hebben.

Opdat het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme van meet af aan geloofwaardig zou zijn, moeten bovendien alle aan het toezicht van de Europese Centrale Bank onderworpen banken solide zijn. Op dit ogenblik oefenen de nationale toezichthouders een voorafgaand toezicht uit. De ECB ziet erop toe dat zulks coherent verloopt en volgens criteria die in alle landen identiek zijn. In de eerste plaats wordt de kwaliteit van de activa van de bewuste banken geëvalueerd. De activa van elke bank worden grondig bekeken en sommige portefeuilles worden zeer gedetailleerd geëvalueerd om na te gaan of de boekhoudkundige praktijken in acht worden genomen en de activa correct worden gewaardeerd. Vervolgens zal het weerstandsvermogen van elke bank tegen eventuele negatieve omstandigheden worden getest. Daartoe zullen de door de ECB gecontroleerde banken moeten simuleren welke impact ernstige macro-economische schokken op hun balans hebben. De Bank is met dit alles bezig en tot de inwerkingtreding van het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme op 4 november eerstkomend zal dat nog veel meer het geval zijn.

Tegelijkertijd is de Bank haar toezichtsmethodologie blijven verbeteren en aanpassen aan die welke wordt aanbevolen in het kader van het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme. Inzake toezichtpraktijken, heeft ze ook bijzondere aandacht besteed aan de bescherming tegen informaticarisico's.

Inzake het toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, werd de agenda sterk gedomineerd door de voorbereiding op de inwerkingtreding van de zogeheten Europese richtlijn 'Solvency II', die gericht is op een nauwkeuriger maatstaf en een betere risicoaanpak in die ondernemingen alsook op een betere aanpassing van de solvabiliteitsvereisten aan de risico's waaraan die ondernemingen zijn blootgesteld.

Gedetailleerde informatie over al deze uitdagingen en over de wijze waarop de Bank ze aangaat, vindt u in het ondernemingsverslag.

Ik moet echter ook stilstaan bij diverse, zeer recente wetten die dateren van 25 april 2014. Bij het opstellen van het ondernemingsverslag waren het nog maar ontwerpen van wet. Ze hebben betrekking op, onder meer, de problematiek van de herstel- en resolutieplannen van de banken. Krachtens die wetten is in de Nationale Bank een nieuw orgaan opgericht, het Afwikkelingscollege, dat de rol van Belgische resolutieautoriteit krijgt. Dat college bestaat uit vertegenwoordigers van de Bank en van andere nationale autoriteiten. Ingeval een kredietinstelling in gebreke blijft, dient het het resolutieplan uit te voeren dat voor iedere bank moet worden opgesteld. De wet stelt tevens de instrumenten in die door het Afwikkelingscollege kunnen worden gehanteerd, conform de recente Europese richtlijn die een kader tot stand brengt voor het herstel en de afwikkeling van banken. Een andere wet is gericht op de uitvoering, in ons land, van de aanbevelingen inzake macroprudentieel toezicht van het Europees comité voor systeemrisico's. In die context is de Bank aangewezen als de Macroprudentiële Autoriteit. Als zodanig wordt ze er voortaan mee belast de risico's te identificeren die de stabiliteit van het financieel stelsel als geheel in het gedrang kunnen brengen en tegen die risico's te reageren.

De positie van de Bank in het centrum van het mechanisme voor toezicht op de financiële sector wordt aldus nog versterkt en tegelijkertijd ontwikkelt de Bank haar analysecapaciteiten ter zake.

Hierbij zij beklemtoond dat de prudentiële activiteit, hoe belangrijk ook, uiteraard niet onze enige opdracht is. De context waarin het monetair beleid in 2013 werd gevoerd, bleef verstoord, waardoor eveneens een aanzienlijke research- en analysecapaciteit werd ingezet.

De Bank, die tal van economische statistieken verzamelt en verwerkt, bereidde in 2013 de invoering voor, in België, van de nieuwe versies van twee belangrijke statistische systemen: het nieuwe Europees Systeem van Rekeningen ESR 2010 en het nieuwe handelsbalanshandboek MBP6.

De in het kader van het ESR 2010 ingevoerde wijzigingen zijn talrijk en technisch. Ze beogen realiteiten te vatten die voor de economische subjecten en analisten concrete en dagelijkse gevolgen hebben. Ze zorgen er meer bepaald voor dat de mondialisering, de ontwikkeling van de kenniseconomie en de toenemende financierisering van de economie beter worden weergegeven.

Het departement Algemene statistiek bereidt overigens de vervanging voor, in de loop van dit jaar, van het statistisch platform BelgoStat door de DotStat-toepassing die door de OESO wordt voorgesteld en waardoor de internationale uitwisseling wordt vergemakkelijkt.

Sedert 1 mei 2014 houdt de Bank, conform de wet, een register bij met daarin de nummers van de bankrekeningen en de types van overeenkomsten die in België door natuurlijke personen en rechtspersonen bij financiële instellingen worden aangehouden. De belastingadministratie mag die gegevens enkel raadplegen indien ze beschikt over aanwijzingen van belastingfraude of in het kader van de invordering van de belasting. Er is geoordeeld dat de privacy van de in die registers opgenomen personen beter zou worden gewaarborgd door dit 'Centraal contactpunt' onder te brengen bij de Nationale Bank, die in dat opzicht op een zeer lange ervaring kan bogen, onder meer dankzij haar Centrale voor kredieten aan particulieren. De Staat draagt alle kosten van het Centraal contactpunt.

Wat de productie en behandeling van bankbiljetten betreft, werd in 2013 de eerste coupure van de nieuwe reeks Europa uitgegeven, namelijk een biljet van 5 euro. Onze drukkerij werd in hoge mate belast met de voorbereiding van het drukken ervan. In 2014 wordt de volgende coupure uitgegeven, namelijk die van 10 euro, en zo zullen alle bankbiljetten van de reeks van jaar tot jaar aan de beurt komen.

Door de sluiting van een verwerkingscentrum voor chartaal geld in een grote bank in Antwerpen, heeft de reeds in 2012 aangekondigde stopzetting van de activiteiten van onze Antwerpse vestiging aanleiding gegeven tot een reorganisatie van de verwerking van bankbiljetten in de

hoofdzetel. Het gebouw waarin de bijbank Antwerpen was ondergebracht, maakt het voorwerp uit van een openbare verkoop; de eerste zitdag heeft trouwens vorige week plaatsgevonden.

Het sportcomplex voor het personeel van de Bank werd in de loop van het verslagjaar verkocht aan de gemeente Sint-Agatha-Berchem, waar het zich bevindt.

Van de ondersteunende werkzaamheden is de informatica, zoals in iedere moderne onderneming, wellicht de meest strategische, met name gelet op het verloop van onze opdrachten. Daarom heeft het Directiecomité een beroep gedaan op externe expertise, ter ondersteuning van zijn strategische bezinning ter zake voor de komende vijf jaar.

Die strategische bezinning betreft trouwens niet alleen de informatica. De snelle ontwikkeling van onze werkomgeving noopt onze onderneming ertoe zich zo goed mogelijk aan te passen. Een van de problemen waarmee we, net als tal van ondernemingen in ons land en elders in Europa, het scherpst worden geconfronteerd, is het demografisch verloop, meer bepaald de toekomstige pensionering van de zogeheten babyboomgeneratie. Er dient niet alleen te worden bepaald welke opdrachten moeten worden vervuld en hoeveel personen daarvoor nodig zijn, er moet ook worden op toegezien dat de in onze onderneming aanwezige expertise wordt gevrijwaard. Daartoe besteedt de Bank bijzondere aandacht aan de aanpassing van haar beleid inzake personeelsbeheer. Zo heeft ze een team van HR business partners samengesteld, die als schakel zullen optreden tussen het departement Human resources en de diverse administratieve entiteiten van de Bank.

Ik heb u zo-even snel en bondig de belangrijkste ontwikkelingen geschetst van wat de dagelijkse activiteit van de Bank is en blijft. Ik stel voor om nu over te gaan tot het tweede punt van de agenda.